



LES de FORUMS  PS
SOCIAL-ÉCOLOGIE
LA REFONDATION

Fédération du
GERS

Synthèse des travaux des forums participatifs organisés dans le Gers

Page 2

Edito de Michaël Aurora, Premier secrétaire fédéral

Page 3 à 6

Synthèse thème « Quel projet socialiste pour la refondation? »

Page 7 à 8

Synthèse thème « Quelle stratégie politique et quelles alliances pour le PS? »

Page 9 à 12

Synthèse thème « Quelle nouvelle organisation du PS? »



Édito par Michaël Aurora, Premier secrétaire fédéral



Chère camarade, cher camarade,

Au seuil de cette nouvelle année, je tenais tout d'abord à te présenter, ainsi qu'à tous tes proches, mes vœux de santé, de bonheur et de réussite dans tes projets personnels et collectifs.

Depuis octobre dernier, plus de 350 militantes et militants socialistes gersois ont participé aux forums de la Refondation organisés par la fédération du Gers.

L'objectif de ces rencontres était de donner la parole aux militants et d'apporter notre contribution départementale à la nécessaire refondation du Parti socialiste.

Particulièrement apprécié par nos camarades, cet exercice de démocratie militante nous a permis de faire le point sur l'identité socialiste et de proposer des pistes de réflexion sur notre stratégie politique et notre fonctionnement.

La franchise et la camaraderie ont présidé aux travaux de ces forums et je suis heureux de vous présenter dans ce numéro spécial du Gers Socialiste la restitution de nos échanges.

Fruit des analyses et des réflexions qui ont émergé de nos rencontres, ce document synthétique reflète aussi l'état d'esprit des socialistes gersois : ils sont lucides et combatifs !

Bonne lecture.

Amitiés socialistes

Synthèse thème « Quel projet socialiste pour la Refondation? »

La crise de la social-démocratie européenne

Le Parti socialiste traverse une crise identitaire sans précédent dans son histoire. Les débâcles qu'il vient de subir aux élections présidentielle et législatives de 2017 ont des causes immédiatement visibles et des raisons plus profondes. Il a d'abord payé le prix de ses incohérences et de ses divisions ; divisions qui ont d'ailleurs été la règle sous le quinquennat comme pendant la campagne. Il a souffert indéniablement de l'abstention et des votes nuls qui ont été portés à un niveau historique dans ce type de scrutins. Il a ensuite été victime de la fragmentation des candidatures de gauche. Et il a enfin été emporté par la vague « dégaïste » qui a balayé les partis traditionnels de gauche comme de droite...

Il y a aussi une raison plus profonde et moins visible *a priori* : l'épuisement du projet socialiste en France et social-démocrate en Europe.

Les compromis sociaux dont ces deux projets étaient porteurs et qu'ils avaient bâtis après la Seconde Guerre mondiale, notamment par le biais de l'Etat providence, ont été ébranlés par les bouleversements engendrés par l'effondrement du bloc soviétique et surtout la globalisation libérale. Bousculées par les mutations qui ont accompagné la mondialisation (libéralisation des marchés, déterritorialisation et financiarisation des économies, recul de l'Etat providence...), les gauches et la social-démocratie européennes se sont réfugiées soit dans le raidissement identitaire de la protestation, soit dans l'adaptation béate au libéralisme triomphant (Tony Blair au Royaume-Uni, Gerhard Schröder en Allemagne). Après ses dernières expériences du pouvoir dans les années 90, la social-démocratie est souvent apparue sans alternative claire et lisible à offrir à ses électeurs traditionnels et son identité a été brouillée par son recentrage politique. Le PS n'a pas échappé à ces débats qui agitent la social-démocratie depuis 30 ans. Les synthèses molles qui ont caractérisé ses congrès ne lui ont cependant pas permis de redéfinir son projet et de prendre toute la mesure des mutations à l'œuvre dans ce nouveau siècle.

Notre identité

Historiquement et philosophiquement, la raison d'être des socialistes et des sociaux-démocrates est le traitement de la question sociale, ou autrement dit, la défense des intérêts des « perdants » du système économique.

Aujourd'hui, alors que le monde et l'humanité sont confrontés à des défis gigantesques (écologiques, sociaux, économiques et démocratiques) qui bousculent nos grilles de lecture et nos réponses politiques, la question qui est posée aux socialistes comme aux sociaux-démocrates est celle de la nécessité historique et de l'utilité du socialisme. Pour notre part, nous pensons que l'idéal socialiste est plus que jamais la réponse salvatrice la mieux adaptée aux multiples crises qui frappent nos sociétés contemporaines. Nous pensons que les valeurs socialistes sont la meilleure alternative au monde brutal, injuste et inhumain que le capitalisme mondialisé et financier produit quand il n'est pas régulé.

Né de l'humanisme des Lumières, des idéaux de la Révolution française et de l'espérance émancipatrice portée par le mouvement ouvrier, le socialisme relève à la fois d'une **révolte contre les injustices** et porte **l'aspiration historique du genre humain à un monde meilleur et plus juste**.

Son but est d'accomplir la promesse d'émancipation inscrite dans la devise républicaine : il n'y a de liberté effective qu'avec une égalité réelle des chances ; il n'y a de fraternité avérée que dans une société solidaire. La liberté sans l'égalité conduit à la lutte de tous contre tous et au triomphe de la loi du plus fort. L'égalité sans la liberté conduit aux excès totalitaires de l'égalitarisme. La fraternité est l'agent pondérateur qui permet de construire une société solidaire et juste.

Forgées dans les luttes et souvent inscrites dans la réalité par la gauche au pouvoir, les valeurs socialistes sont intemporelles et conservent toute leur force dans un monde de plus en plus inégalitaire. **Ces valeurs sont la liberté, l'égalité, la laïcité, la dignité des femmes et des hommes, la justice et le progrès social, le bien-être et la solidarité.**

Bref, être socialiste, ce n'est pas se satisfaire du monde tel qu'il est, c'est chercher à le transformer. Le transformer pour réaliser l'émancipation de tous, et non pour préserver les acquis d'une minorité de privilégiés.

Enfin, forts des leçons héritées du passé, les socialistes doivent assumer pleinement leur réformisme sans abandonner leur ambition transformatrice. Ils doivent réaffirmer leur singularité historique qui réside dans cet équilibre subtil entre, d'une part, la nécessité de « comprendre le réel » en adaptant leur doctrine aux réalités concrètes et, d'autre part, la volonté « d'aller à l'idéal » en poursuivant la quête légitime de justice sociale et d'égalité réelle.

Comment affronter les défis de notre temps ?

Si les socialistes acceptent sans états d'âme de prendre en compte les réalités économiques et les contraintes budgétaires, ils ne doivent pas pour autant renoncer à combattre les dérives du système libéral et réguler l'économie dans l'intérêt général.

Au cours des dernières décennies, l'économie et nos sociétés ont connu des mutations majeures sous la pression du capitalisme contemporain et de sa globalisation libérale. Les nouveaux défis écologiques liés au changement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et à la dégradation de l'environnement, posent désormais la question du rythme actuel de la production et de la consommation de biens et d'énergie qui n'est plus supportable pour la planète. La mondialisation des échanges, des capitaux, de biens et de services a déstabilisé notre modèle social, fragilisé les Etats-nations et favorisé les délocalisations de pans entiers de la production vers les pays à bas coûts

pour satisfaire la recherche effrénée de rentabilité. Elle a placé le « productif » (l'entrepreneur authentique comme le travailleur du monde occidental) sous la tutelle du « rentier » (l'actionnaire anonyme des multinationales).

La globalisation a également creusé considérablement les inégalités sur la planète et permis la concentration du patrimoine entre les mains d'une infime minorité de détenteurs de capitaux, tant dans les pays développés que dans les pays émergents¹. Enfin, la révolution numérique et les mutations technologiques dont nous sommes loin de mesurer toutes les conséquences sur nos sociétés nous interroge sur le plan éthique comme démocratique. Les notions de temps et d'espace ont été complètement transformées par la technique et les transports. La question éthique du devenir de la nature même de l'Homme se pose aujourd'hui avec une grande acuité.

Pour affronter ces nouveaux défis, les socialistes doivent être les architectes d'un nouveau modèle de développement plus solidaire, plus écologique et plus démocratique.

Apporter des réponses au défi écologique

La question écologique est aujourd'hui fondamentale. Les socialistes l'ont trop longtemps considérée comme secondaire. Un changement radical de modèle s'impose pour rendre demain notre planète vivable et assurer un avenir à nos enfants. Nous devons intégrer dans nos politiques publiques des choix qui privilégient la transition écologique, gisement d'emplois non-délocalisables, et la sobriété énergétique, source d'économies et d'innovations. Il faudra favoriser les énergies renouvelables et limiter notre dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire.

Pour assurer une production alimentaire saine et locale, il faudra aussi encourager une agriculture paysanne, biologique et durable, correctement rémunératrice pour les producteurs. La santé et le bien-être devront primer sur la recherche aveugle et irresponsable du profit. La question du contenu et donc de la mesure du développement doit être repensée. Que doit être aujourd'hui la croissance ? Ne faut-il pas opter pour une forme de décroissance raisonnable ?

Réquiper la puissance publique, moderniser l'Etat social

Une gauche qui négligerait le combat historique pour une répartition plus équitable des richesses alors même que les inégalités de revenus et de patrimoines se creusent, perdrait sa raison d'être.

Le retour de la puissance publique dans la vie économique et sociale, tant sur le plan national qu'européen, doit être un moyen pour les citoyens de reprendre en main leur destin trop souvent abandonné au marché. Face à la puissance des intérêts privés et aux inégalités de conditions, l'Etat est en effet un formidable outil pour rééquilibrer la balance en faveur de l'intérêt général, du bien commun et de la justice sociale. Attachés à l'Etat social construit après la Seconde Guerre mondiale sur la base du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), nos concitoyens considèrent souvent les services publics, la sécurité sociale comme leur seule protection, leur seul patrimoine dans un monde hostile où règne la précarité des situations.

Dans une période marquée par l'incertitude, les socialistes doivent concevoir un nouveau modèle de protection sociale comme le compte personnel d'activité. Réussite du quinquennat de François Hollande, cette avancée en matière de protection a vite été enterrée par le gouvernement actuel. Dans une économie où le plein emploi est devenu une chimère, nous devons inventer une sécurité sociale professionnelle qui rend les droits disponibles quelles que soient les ruptures du parcours professionnel, quels que soient le changement de statut ou de condition. Il faut désormais proposer un dispositif plus sécurisant que le contrat de travail tel que nous le connaissons aujourd'hui.

La crise que nous vivons aujourd'hui est systémique et due à un déséquilibre dans le partage des richesses. Dans cet esprit, les socialistes doivent également mettre en œuvre des politiques

génératrices d'une meilleure répartition de la rémunération du travail par rapport au capital.

Favoriser l'égalité réelle des chances

Le socialisme, c'est d'abord le combat pour l'égalité réelle des chances, contre les inégalités. L'égalité réelle des chances, ou si l'on préfère l'égalité des « possibles » dans l'accès aux positions sociales, est en effet une des conditions majeures de la justice sociale. Cet enjeu renvoie évidemment à la place de l'école, mais aussi à la question fondamentale de la lutte contre les déterminismes sociaux, contre les inégalités de conditions et à l'idée même de progrès et d'ascenseur social. Malheureusement la naissance continue trop souvent de déterminer les destins. L'accès aux savoirs, à l'éducation, à la formation qui permettent l'émancipation et la réalisation de soi doivent être une priorité des socialistes.

Le grand œuvre de la III^e République a été l'accès de tous aux savoirs fondamentaux via l'école primaire. C'est ce même défi d'avenir que nous avons à relever dans le temps présent et au plus vite, de la maternelle à l'enseignement supérieur, en passant par la formation professionnelle et l'alternance travail-formation tout au long de la vie. Apprentissage des fondamentaux puis « apprendre à apprendre » dans la nouvelle économie.

Engager une réforme fiscale redistributive

L'heure est venue de faire de la fiscalité un véritable outil de redistribution des richesses et de financement des services publics permettant entre autre de « restituer » du pouvoir d'achat aux couches populaires et moyennes sans impacter les recettes de l'Etat et les déficits. Le système français se caractérise aujourd'hui par une complexité extrême qui le rend opaque et inégalitaire. Le poids de la TVA et des cotisations sociales par rapport à l'impôt sur le revenu (plus régressif que progressif dans les faits) ont conduit à ce que le taux global d'imposition des plus riches soit moins élevé que celui des ménages les plus modestes ! La gauche ne peut rester passive devant cette injustice. Il faut donc promouvoir une grande réforme fiscale redistributive qui rende le système de prélèvement plus lisible, plus juste et plus progressif, assure l'autonomie financière de chaque collectivité et améliore les recettes fiscales au bénéfice du financement des services publics et de la protection sociale.

Reprendre en main la mondialisation, restaurer le volontarisme économique

Après le recul de l'Etat providence dans le monde, la mondialisation libérale tente d'effacer tout simplement les Etats. Nous prôtons au contraire le retour des Etats pour maîtriser la mondialisation. Le politique doit reprendre le pouvoir au nom de la légitimité démocratique et de l'efficacité économique. L'urgence économique, sociale et écologique nécessite une politique volontariste de la part d'un Etat stratège qui permet d'échapper à l'emprise destructrice de la concurrence par le coût du travail. L'Etat stratège pourrait ainsi porter, aux côtés des collectivités, les grands investissements structurants, favoriserait la « montée en gamme » de la production française et le développement de filières d'avenir créatrices d'emplois non délocalisables. Il mobiliserait des financements et des baisses de charges pour accompagner les PME innovantes et exportatrices et encouragerait la recherche fondamentale et le développement industriel. L'Etat ne doit pas se priver d'instruments comme la prise de contrôle partiel et temporaire de certaines entreprises stratégiques pour notre économie.

Sur le plan international, à l'instar de ce que dit Thomas Piketty, cette reprise en main de la mondialisation passe aussi par l'exigence de ne plus négocier les traités de libre-échange en échange de rien. Il ne faut plus de réduction des droits de douane, de dérégulation des marchés sans une juste contrainte permettant de lutter contre le dumping fiscal, social et environnemental.

Ce retour de la puissance publique consistera également à éradiquer les paradis fiscaux et à lutter contre l'optimisation fiscale pour rendre

imposables les grandes entreprises qui ne participent pas à l'effort commun et bénéficient pourtant des infrastructures et des compétences payées par tous.

La question européenne

Enfin, l'attachement des socialistes à une Europe politique et sociale doit être au cœur de notre engagement afin de répondre efficacement et à l'échelle pertinente, aux défis que doivent relever nos sociétés : mondialisation toujours plus déloyale, creusement des inégalités, montée des extrémismes/radicalismes.

L'Europe peut être un contrepoids efficace à la mondialisation et à la dérégulation. La question européenne, essentielle pour les socialistes, doit être abordée autant sur le plan économique (convergence des politiques menées vers un « mieux disant » social, harmonisation des salaires ...) que politique en instaurant une véritable gouvernance démocratique à cette échelle. A cet égard, il faut redonner du pouvoir aux instances élues au détriment des commissaires nommés.

L'Internationale socialiste ou tout le moins la coordination des socialistes et sociaux-démocrates européens doit être relancée.

Synthèse thème « Quelle stratégie politique et quelles alliances pour le PS ? »

Quel espace politique pour le PS dans le nouveau paysage politique ?

La question de la stratégie politique et des alliances électorales ne peut être dissociée du projet du Parti socialiste. Pour redevenir une force politique attractive et l'axe principal de la gauche, le PS doit d'abord clarifier sa ligne idéologique, assumer son identité sans complexes et désigner un ou une secrétaire national-e qui l'incarne sur la scène médiatique. S'il n'est pas en mesure de proposer rapidement une alternative crédible au projet libéral d'Emmanuel Macron, le Parti socialiste peut devenir une sorte de PRG, force d'appoint de La République en marche, alibi de gauche d'une majorité en réalité plus centriste que centrale.

Il ne faut surtout pas sous-estimer la force de la stratégie du nouveau pouvoir. Guillaume Bachelay, secrétaire national du Parti socialiste et membre de la direction collégiale, a parfaitement analysé l'objectif politique d'Emmanuel Macron : « Il veut

conjuguer le libéralisme économique et le libéralisme culturel, quitte d'ailleurs, à mettre à distance le libéralisme politique pour concentrer le pouvoir. Et il veut forger une base sociale durablement majoritaire. Et pour mettre ça en œuvre, il revendique ce pouvoir, une géographie, les grandes métropoles, il déploie un récit, un bloc central avec deux radicalités, l'une gauchiste autoritaire, l'autre nationaliste xénophobe. Et puis, il active un ressort, qui est une donnée de nos sociétés démocratiques, qui est l'individualisme de masse, et c'est l'autre nom de la société atomisée. »

L'enjeu stratégique pour le Parti socialiste est de rebâtir demain une alliance sociologique majoritaire qui va des couches sociales précarisées aux catégories sociales intégrées mais qui se sentent négligées (les exclus, les classes populaires et les classes moyennes). Il doit coaliser ces groupes sociaux par un projet mobilisateur.

Reconstruire un bloc progressiste : rassembler une majorité sociale

Dans un période marquée par une phase (non encore terminée) de décomposition-recomposition du champ politique, les partis traditionnels comme les mouvements émergents s'interrogent sur leur stratégie et les contours de leur base sociale (les groupes sociaux qu'ils représentent et qui les soutiennent).

En politique et plus particulièrement en matière électorale, la sociologie se rappelle vite en effet à ceux qui voudraient l'oublier. **Une formation politique ne peut conquérir le pouvoir qu'en rassemblant une « majorité sociale » qui se traduit dans les urnes par une « majorité électorale ».** Or, force est de constater que le socle historique de la gauche - l'alliance des catégories populaires et des classes moyennes - n'a pas résisté au choc de la mondialisation libérale et à son hégémonie culturelle.

Les victoires politiques sont toujours précédées de victoires idéologiques. Les libéraux-conservateurs ont en effet gagné la bataille culturelle dans les années 80 et imposés leurs valeurs à l'ensemble de la société. Ils ont su habilement affaiblir la conscience de classe, diviser le salariat et dresser les catégories sociales les unes contre les autres. Ainsi, l'opposition entre ouvriers, employés, techniciens et

patronat a été remplacée par l'antagonisme, beaucoup moins dangereux pour le système, entre les « inclus », les salariés qui bénéficient d'un CDI, travaillent dur et vivent souvent difficilement de leur travail et les « exclus », les chômeurs, les travailleurs précaires et les titulaires de minima sociaux. Encouragés par l'individualisme dominant qui dévalorise les anciennes solidarités et stimule les réflexes de concurrence, les « inclus » ne regardent plus les « exclus » comme des victimes du système libéral, mais comme des « assistés » pour lesquels ils doivent payer des impôts et dont il leur faut fuir le voisinage sous peine d'être eux-aussi tirés vers le bas.

La force de l'idéologie libérale est d'avoir réussi à monter le faible contre plus faible que lui.

Exploités par la droite, les thèmes du mérite, de la réussite individuelle et la dénonciation de « l'assistanat » rencontrent un succès à la mesure des angoisses de déclassement qui travaillent les catégories populaires et les classes moyennes intégrées. Pourtant, la frontière entre ces groupes n'est pas étanche : le passage entre période d'emploi, de chômage et de travail précaire sont fréquents et dans la réalité peu de familles échappent à la peur du déclassement social.

¹ Phénomène sociologique analysé par le géographe Christophe Guilly dans son ouvrage *Fractures françaises*, Paris, Editions Champ-Flammarion. L'auteur constate que les classes populaires, exclues des bénéfices de la mondialisation, sont reléguées dans la France périphérique, soit les petites villes et les territoires éloignés des métropoles. Celle-ci rassemble des bassins industriels asséchés, des zones d'emploi public ou touristiques et concentre l'essentiel des votes pour le Front national.

² *Le Figaro*, 17 avril 2007 : « Depuis 2002, j'ai donc engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idée. (...) Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là ».

³ Philosophe communiste italien, théoricien de l'hégémonie culturelle, mort en prison sous le régime de Mussolini.

⁴ Ainsi dénommés par analogie avec les néoconservateurs américains.

Face à une société de plus en plus émiettée, atomisée, le PS doit **rebâtir un bloc progressiste** fédérant les aspirations du corps central de la société française composé de cette « France qui souffre », la vaste cohorte des chômeurs de longue durée, des allocataires de minima sociaux et des salariés précaires qui se débattent dans l'univers des CDD, mais aussi de cette « France modeste », cette France des millions d'ouvriers, d'employés et de techniciens, actifs ou retraités, vivant sur des territoires périurbains, industriels et ruraux, à l'écart des grandes métropoles, encore titulaires d'un CDI ou d'une petite retraite, mais qui n'en vivent pas moins une stagnation de leurs revenus et l'absence de perspectives pour leurs enfants. Or, il apparaît que cette France -là, appelée aussi la France périphérique¹, est majoritaire, quoiqu'invisible médiatiquement.

La stratégie du Parti socialiste est de reconquérir sa base sociologique naturelle qui est composée des

catégories populaires (ouvriers et employés qui représentent 60% de la population) et des classes moyennes. C'est une nécessité électorale autant que morale.

Pour y parvenir, il doit proposer un projet politique mobilisateur répondant aux attentes de ces couches sociales qui se sentent négligées et se voient comme les oubliées du système social. Elles attendent notamment des réponses fortes sur le terrain du pouvoir d'achat, de l'emploi et des protections nécessaires dans un environnement marqué par l'incertitude. Cette coalition majoritaire porte un nom : « L'alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes » dont parlait Lionel Jospin en 1999 à l'université d'été du PS à La Rochelle. Elle passe par le rassemblement des forces de gauche et des écologistes qui le souhaitent sur la base d'un programme politique susceptible d'unifier les demandes sociales de ces groupes sociaux différents mais économiquement dominés.

Gagner la bataille des idées

Comme nous y invite Gaël Brustier, politologue engagé à gauche, le PS doit aussi mener rapidement la « bataille culturelle » dans la société. La droite et plus largement les libéraux-conservateurs, ont bien compris l'intérêt de cette stratégie de l'hégémonie culturelle qu'ils mettent en œuvre et développent depuis longtemps. En 2007, dans un article du Figaro², Nicolas Sarkozy alors candidat de l'UMP se réclamait curieusement de Gramsci³, théoricien communiste de l'hégémonie culturelle qui ne fait pourtant pas partie des références habituelles de la droite française.

Les socialistes, épaulés par la gauche intellectuelle, ne doivent plus rester passifs devant le rouleau compresseur médiatique des nouveaux conservateurs à la française, ces « néo-cons⁴ », vrais réactionnaires et autres déclinistes qui trustent les plateaux de télévision (Éric Zemmour, Natacha Polony...). Le Parti socialiste doit réinvestir les espaces où se

fabrique le débat d'idées, renouer avec le monde universitaire et les intellectuels, aller à la rencontre de la jeunesse et créer ses propres médias alternatifs.

Il doit livrer la bataille des mots, repenser sa sémantique et imposer ses cadres de pensées dans le débat public. Il faut pour cela mobiliser des concepts simples et efficaces, utiliser des mots d'ordre compréhensibles de tous et unificateurs. A terme, il s'agit de reconstruire l'identité d'un « peuple de gauche » avec ses aspirations, ses valeurs et sa vision du monde. Cela suppose un travail politique, idéologique et culturel de solidarisation et d'unification symbolique de longue haleine. Ce combat est fondamental, il s'agit de gagner la bataille des idées pour reconquérir le pouvoir !

Synthèse thème « Quelle nouvelle organisation du PS ? »

Etat des lieux

Schématiquement, le Parti socialiste fonctionne toujours sur un mode d'organisation hérité de la SFIO de 1905. A l'instar d'autres partis traditionnels, il peine à recruter de nouveaux militants et tarde à s'adapter aux nouvelles formes d'engagement et de mobilisation. Il subit de plein fouet la crise de l'engagement qui frappe autant les formations politiques que les syndicats ou les associations.

Force est de reconnaître que ces vingt dernières années, le PS n'a pas mené de réflexion approfondie sur son fonctionnement, ses modes d'action, ni sur les nouvelles formes de participation militante.

Hermétique dans son fonctionnement, parfois ésotérique dans ses rites et ses pratiques internes, notre Parti intimide quand il ne rebute pas les nouveaux adhérents qui font leurs premiers pas dans notre organisation.

S'il ne faut pas réduire la crise d'identité du Parti socialiste aux aspects purement organisationnels, chacun convient qu'il doit entreprendre une profonde mutation en matière de procédures d'adhésions, de gouvernance participative, de militantisme de terrain, d'écoute et de respect de la parole des militants.

L'attractivité d'une formation politique passe en effet par son projet et ses idées, mais aussi par sa façon d'accueillir les nouveaux adhérents et de considérer ses militants.

Enfin, le PS a également un temps de retard sur le plan de la communication et du militantisme numérique. A l'heure où la politique investit de plus en plus les nouveaux médias et les réseaux sociaux, notre Parti doit intégrer cette dimension dans son logiciel pour gagner en efficacité.

Quelle organisation territoriale du Parti socialiste ?

♦ Le rôle des fédérations

La fédération départementale est, et doit rester, la structure-pivot de l'organisation territoriale du Parti socialiste. Les Unions régionales doivent, quant à elles, demeurer des espaces d'échanges d'expériences et de coordination.

Proches du terrain et des réalités locales, les fédérations sont l'échelon le plus pertinent pour

relayer les idées et l'action du Parti sur l'ensemble du territoire. Le Parti doit renforcer leur autonomie décisionnelle en matière de désignations de candidat-es et de négociation des accords politiques locaux (aux élections municipales et départementales) dans le cadre bien entendu des consignes nationales.

Le principe de subsidiarité (la responsabilité d'une action, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action) doit bénéficier aux fédérations en matière d'action de propagande et de communication (élaboration de campagnes de tractage plus adaptées aux enjeux locaux). Pour ce faire, le national doit davantage décentraliser les moyens financiers alloués à ce type de campagne.

Les fédérations doivent également renforcer leurs actions en direction des sections et proposer davantage d'initiatives pour améliorer l'animation politique du Parti dans le département. L'animation politique est en effet essentielle pour motiver, fidéliser et mobiliser ses adhérents. Pour y parvenir, il est indispensable de replacer le militant au cœur de l'organisation et du fonctionnement de notre Parti. Un appareil politique efficace doit également être en mesure de mener des campagnes sur l'ensemble du département et renforcer ainsi sa visibilité et son attractivité.

♦ Les sections

Depuis des années, à quelques exceptions près, les effectifs dans les sections baissent sensiblement et elles se renouvellent peu (moyenne d'âge élevée de nos adhérents). Ce phénomène n'est pas sans conséquence sur la vitalité des sections. Pour y faire face, les sections se regroupent sur le périmètre des nouveaux cantons voire parfois des intercommunalités. Le maillage militant s'en trouve amoindri et la présence du PS est désormais surtout concentrée sur les principaux bourgs-centres du territoire départemental. Si l'adaptation de nos structures à la réalité de l'organisation territoriale institutionnelle a une réelle pertinence politique, elle fait aussi perdre en proximité et en couverture du territoire.

Dans leur ensemble, les militants sont attachés à la section territorialisée. Ils s'interrogent cependant sur le bon périmètre pour être le plus efficace possible. Le bassin de vie, qui est souvent l'ancien chef-lieu de canton, a la préférence des militants et des élus, même si le territoire intercommunal a sa pertinence dans certains secteurs.

Les militants sont favorables de manière unanime à l'organisation régulière de rencontres inter-sections à l'échelle des cantons voire des intercommunalités.

Comment adapter notre fonctionnement et nos pratiques pour être plus efficace ?

♦ Les primaires

Très majoritairement, les militants ne sont pas favorables à l'organisation de primaires ouvertes pour désigner le ou la candidat-e du Parti à l'élection présidentielle. Ils estiment que cette procédure de désignation les dépossède de leur souveraineté démocratique et affaiblit à terme la légitimité des partis politiques.

Ils souhaitent que les candidats soient désignés directement par les militants dans le cadre d'un vote spécifique.

♦ Respecter le vote des militants, sanctionner le non-respect des décisions et des statuts du Parti

Afin de mettre un terme aux divisions et aux querelles d'egos qui se sont étalées sur la place publique pendant des années, la très grande majorité des militants souhaite que le Parti fasse respecter les votes des militants, les décisions prises par ses instances démocratiquement élues et les orientations politiques adoptées lors de ses congrès et de ses conventions. Tout manquement à la discipline et aux statuts du Parti doit être sanctionné.

Pour conserver toute leur force et leur légitimité, ces principes doivent être bien évidemment respectés par les

instances nationales. Il n'est pas acceptable qu'au plus haut niveau soient remis en cause des votes militants, notamment de désignations comme lors des élections européennes de 2014.

Les candidats désignés par le PS doivent, cela va de soi, défendre le projet du Parti et populariser ses propositions durant la campagne électorale.

Enfin, les militants souhaitent vivement que le Parti retrouve l'esprit de camaraderie et l'unité fraternelle qui nous ont tant fait défaut ces dernières années.

♦ Militer aujourd'hui

Comme beaucoup d'organisations politiques ou syndicales traditionnelles, le PS rencontre des difficultés pour recruter des nouveaux militants et fidéliser ses adhérents. Cette tendance n'est pourtant pas universelle, les formes de l'engagement évoluent : en Espagne le mouvement Podemos revendique plus de 300 000 « membres inscrits ». Ce statut de membre inscrit ne requérant pas de cotisation, il est toutefois difficile de le comparer aux chiffres des partis traditionnels. En France, deux mouvements, la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon et la République en marche d'Emmanuel Macron, fonctionnent sur le même mode d'organisation (pas d'adhésions, inscription sur une plateforme internet, possibilité de faire des dons...) et prétendent rassembler des centaines de milliers de « membres ».

Par contre, au Royaume-Uni, le Parti travailliste, structure politique bien plus classique, a connu depuis 2016 un mouvement massif d'adhésions (500 000 adhérents aujourd'hui).

Si le discours contestataire et antisystème explique certainement en partie le succès de ces formations dans le contexte européen actuel, c'est aussi leur mode d'organisation qui les distingue des partis traditionnels. Cette forme « mouvement », qui sollicite un engagement d'intensité légère,

plus informel, moins hiérarchique, répond sans doute davantage aux évolutions de l'engagement bénévole et militant telles qu'elles sont décrites dans des études et des travaux universitaires aujourd'hui.

Pour s'adapter à cette nouvelle donne sociologique, notre Parti doit envisager des formes d'engagements prévoyant différents degrés d'intensité entre le sympathisant et le militant actif. Il faut remettre en question notre forme d'adhésion trop contraignante, datant d'un autre temps, et qui donne une image poussiéreuse d'une politique dont les citoyens ne veulent plus entendre parler. Il ne faut pas mépriser les formes d'engagements ponctuels, transitoires, autour de sujets qui concernent particulièrement le quotidien des gens. La participation de sympathisants aux réunions comme aux campagnes du Parti doit être encouragée.

De même, le coût de la cotisation peut apparaître comme un obstacle et doit être modulé davantage en fonction des moyens de l'adhérent.

◆ Militantisme numérique

Aujourd'hui, avec la révolution digitale, la bataille des idées et les campagnes électorales se gagnent également sur le net. Avec plus de 33 millions de Français connectés à Facebook, 28,6 millions à Youtube, 16 millions à Twitter, les médias sociaux sont devenus de véritables caisses de résonance pour les candidats et les formations politiques. Pendant la campagne présidentielle de 2017, la chaîne Youtube de J.-L. Mélenchon avait près de 307 000 abonnés (au 21 avril) et une audience cumulée de plus de 20 millions de vues.

Force est de constater que le PS reste encore très archaïque et passif de ce point de vue-là. Il est indispensable de créer de nouveaux outils numériques permettant aux militants comme aux sympathisants d'agir sur les réseaux et les médias sociaux et de se mobiliser sur des campagnes locales (plateforme internet du type *Nationbuilder*).

◆ Gouvernance plus horizontale et participative

Les militants sont d'autant plus enclins à donner de leur temps qu'ils ont le sentiment qu'on leur fait confiance et qu'ils retirent quelque chose de cette expérience. Même s'il reste des progrès à faire en matière de participation des militants, il faut reconnaître que notre Parti est probablement l'un des plus démocratiques du paysage politique

français. Avec leur fonctionnement très vertical et leur gouvernance personnalisée, La France insoumise et la République en marche ne sont pas des modèles de démocratie militante !

Néanmoins, il existe une attente forte de la part des militants d'être davantage informés et associés aux décisions du Parti. La pratique des conseils fédéraux ouverts aux militants instaurée dans la fédération du Gers pourrait être généralisée dans d'autres fédérations.

Il est également souhaitable que les instances politiques (fédérales comme nationales) prennent le soin d'expliquer aux militants les raisons qui motivent les décisions qu'elles ont prises. Cet effort de pédagogie, aussi légitime qu'indispensable, doit devenir obligatoire dès qu'il s'agit de réserver une circonscription électorale (canton, position sur une liste, etc.) à un partenaire politique dans le cadre d'un accord.

Enfin, l'avis des militants pourrait être sollicité dans le cadre de consultations thématiques organisées sur la forme de votation.

Comment ré-immérer le PS dans l'espace social ?

Les statuts de Parti socialiste indiquent que : « *Les membres du parti sont encouragés à appartenir à une organisation syndicale de leur profession et au moins à une association, notamment de défense des droits de l'Homme, de solidarité, de consommateurs, d'éducation populaire, de parents d'élèves ou d'animation de la vie locale.* »

Ces préconisations nous paraissent essentielles pour éviter toute déconnexion du Parti avec « l'écosystème » social et culturel dans lequel il est censé évoluer. Le lien avec les syndicats et le tissu associatif doit être renforcé dans le respect de l'indépendance et de l'autonomie de ces structures. Ce principe d'immersion dans la vie syndicale et associative doit être développé par la création de commissions ad hoc.

Le PS doit également porter une attention particulière aux mobilisations citoyennes, aux actions locales engagées par des collectifs citoyens, les comprendre et les accompagner dans la mesure du possible. Cela permettra tout d'abord d'enrichir sa connaissance du monde associatif, mais aussi de faire prendre le pouls du terrain.

Quelle relations entre les élus et les militants ?

Le PS est historiquement autant un parti d'élus que de militants. D'ailleurs, la conquête du pouvoir à l'échelon national est d'abord passée, il ne faut pas l'oublier, par une longue phase d'implantation locale ; c'est ce que l'on appelle encore aujourd'hui le socialisme municipal.

Cependant, force est de constater (et regretter) que les rapports entre les élus et le Parti sont souvent compliqués par des logiques voire des intérêts divergents. Une forme de défiance s'installe même parfois entre les militants et les élus.

A cela, s'ajoute le fait que des élus

minoritaires se sentent souvent légitimement peu soutenus dans leur travail d'opposition par le Parti.

Ces situations sont d'autant plus préjudiciables pour le Parti qu'il a besoin de toutes ses composantes pour avancer : les élus ne sont rien sans les militants et le Parti est condamné à l'impuissance sans ses élus.

Une présence plus forte des élus dans les réunions de sections et la présentation régulière de comptes-rendus de leurs actions dans les collectivités locales ou les assemblées parlementaires permettraient de renforcer le lien élus-militants. Cela donnerait également un éclairage utile sur la gestion locale et les enjeux de politique nationale.

de FORUMS



LA REFONDATION

n°2067

Janvier 2018

1, rue du 8 mai

32000 AUCH

Tél. : 05 62 61 97 50

ps32@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Michaël Aurora. **Directeur de
la rédaction :** Bertrand BLIN
Photos : PS du Gers.
Maquette : interne.
Impression : spéciale interne.

12/